

d'investir dans un service de trains de voyageurs de première classe au Canada, au lieu d'imposer des compressions à certaines parties de ce service.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par un certain nombre d'électeurs de Kamloops et d'autres parties du centre de la Colombie-Britannique qui soulignent que la taxe de 7 p. 100 imposée sur les produits et services aura des effets néfastes sur l'industrie du tourisme et celle de l'accueil en général, et qu'elle nuira injustement au Canada dans la concurrence qu'il livre aux États-Unis.

Les signataires de cette pétition croient que des milliers de touristes américains resteront chez eux au lieu de visiter le Canada, et que des milliers de touristes canadiens iront aux États-Unis pour éviter la taxe de 7 p. 100 sur les produits et les services associés au tourisme.

C'est sans parler de la taxe sur les imprimés que nous sommes le seul pays au monde à imposer. Naturellement, les pétitionnaires demandent au gouvernement de revenir à la raison et de rejeter cette taxe. S'ils étaient présents, ils demanderaient aux libéraux du Sénat de rejeter également le projet de loi.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Mme le vice-président: Toutes les questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

L'IMMIGRATION—MAHMOOD HASSAN RANDEREE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre): Madame la Présidente, avant que nous passions aux initiatives ministérielles, je veux signaler la décision du gouvernement d'accepter la demande de statut de réfugié présentée par Mahmood Hassan Randeree. Cette affaire a donné lieu à d'importantes discussions à la Chambre des communes au cours des deux dernières semaines.

Initiatives ministérielles

Je tiens à exprimer ma satisfaction à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, qui a écouté nos demandes et reconnu que le gouvernement avait fait une erreur, et qui a été assez sage pour corriger cette erreur.

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, en l'absence de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, j'aimerais remercier le député, lui dire que nous apprécions son attitude et lui affirmer que le message sera transmis à la ministre.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LA LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Sidon: Que le projet de loi C-72, Loi constituant la Commission canadienne des affaires polaires et modifiant certaines lois en conséquence, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité législatif.

L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien)): Madame la Présidente, je poursuis ma présentation du projet de loi C-72 sur la Commission canadienne des affaires polaires dont le premier ministre a annoncé l'établissement à Leningrad en novembre de l'année dernière. C'est par un hasard particulièrement heureux que cette promesse se réalise au lendemain de la visite de M. Gorbatchev à Ottawa.

Le premier ministre n'a jamais perdu de vue l'engagement qu'il avait pris de renforcer le rôle du Canada sur la scène internationale. L'établissement de la Commission canadienne des affaires polaires est le point culminant de ses initiatives qui visent à donner au Canada plus de place dans les affaires circumpolaires et scientifiques.

J'ai eu la chance dernièrement de passer quelque temps dans le Nord. J'ai déjà mentionné que je suis rentrée hier à Ottawa d'un voyage à Yellowknife et à Iqaluit où j'ai pris part aux consultations sur la stratégie environnementale de l'Arctique, une initiative capitale de notre gouvernement.

Bien peu de Canadiens ont eu l'occasion de voyager dans le Nord. Je puis assurer aux députés que, depuis que je suis ministre d'État chargée des Affaires indiennes et